

<https://journal.alternatives.ca/NON-aux-bombes-a-sous-munitions>



Alternatives appuie la campagne contre les bombes à sous-munitions menée par Handicap International.

NON aux bombes à sous-munitions !

- Journal des Alternatives - Publications - Communiqués, déclarations, mémoires -

Date de mise en ligne : vendredi 12 septembre 2008

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

C'est en rappelant le travail acharné des organisations de la société civile pour la démocratisation, la reconstruction et la paix des organisations dans des pays comme le Liban, l'Afghanistan et l'Irak que Michel Lambert, directeur général d'Alternatives, a pris la parole lors de la deuxième édition de la pyramide de chaussures d'Handicap International, le 12 septembre au square Dorchester à Montréal.

« En parallèle de ce travail pour la justice sociale, ces mêmes organisations, les populations qu'elles desservent et leurs États sont soumis à une guerre sale, aveugle et illégale et qui vise de façon indiscriminée les civils. »

Aujourd'hui, malgré les conventions internationales, 75 États produisent encore des armes à sous-munitions alors que plus d'une trentaine les revendent ou les stockent. Il y a donc nécessité d'un traité international qui restreigne la production même de telles armes qui tuent bien au-delà de la guerre formelle. Rappelons que chaque arme à sous-munitions est un conteneur, qui - largué par avion ou tiré par artillerie - s'ouvre et disperse les sous-munitions (petites bombes,) qu'il contient. Un nombre important de ces petites bombes sont alors censées exploser en touchant le sol. Mais la réalité est toute autre alors que de 5 à 30 % d'entre elles n'explorent pas. Au Liban par exemple, à la suite de l'attaque d'Israël de 2006, certaines estimations jugent que jusqu'à 40 % des sous-munitions utilisées n'ont pas explosées. Ceci veut dire qu'environ un million de bombelettes jonchent le sol !

En 1997, le Canada avait fait preuve de courage et de leadership dans la mise en place du traité sur les mines antipersonnelles. Cela avait pu être réalisé grâce à une synergie importante entre le gouvernement et les organisations de la société civile canadienne.

Malgré la politique extérieure actuelle du gouvernement canadien, un récent sondage indique que les Canadiens voient encore leur armée comme un vecteur de paix plutôt que porteur de guerre. De plus, la communauté internationale souhaite encore que le Canada puisse jouer un rôle positif au niveau de la politique mondiale. Les organisations de la société civile canadienne et tous les Canadiens doivent donc exiger du gouvernement qu'il ne se contente pas d'un rôle de 3e violon dans l'orchestre qui doit mener à la signature d'un traité international en

décembre prochain.

Pour Michel Lambert, « en cette période électorale, nous devons demander aux chefs des partis fédéraux qu'elles seront leurs positions en décembre 2008 sur ce dossier ! »